

Entretien



**Institut
EGA**

Guerre cognitive : maîtriser les perceptions, influencer les décisions

Avec Elizabeth Fry, cheffe de la branche « Information Environment Assessment » au Commandement interarmées de l'OTAN à Brunssum.

Propos recueillis par Camille Denis, directeur du département des études transversales de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.



Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines. Organisme d'intérêt général, l'Iega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'Iega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

Dans le prolongement du 28^e numéro de la Revue diplomatique de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA), consacré au thème « Conquérir les perceptions : la guerre cognitive en question » et dirigé par Camille Denis, cet entretien donne la parole à Elizabeth Fry, cheffe de la branche « Information Environment Assessment » au Commandement interarmées de l'OTAN à Brunssum. Elle avait contribué à ce numéro avec un article intitulé « La dimension cognitive et les opérations multidomains : repenser la logique spatiale des conflits contemporains ».

Au fil de cet échange, elle revient sur les transformations de la guerre cognitive et leurs implications stratégiques. De l'usage de l'intelligence artificielle dans les opérations d'influence à la fragmentation des environnements informationnels, en passant par les apports des sciences cognitives et la rivalité technologique sino-américaine, elle examine les mécanismes par lesquels se construisent les perceptions et les conditions dans lesquelles celles-ci influencent les décisions. Elle analyse également les conséquences de ces évolutions pour la planification militaire et la conception des opérations multidomains de l'OTAN.

Les opinions exprimées dans cet entretien sont celles de l'auteure. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les positions de l'OTAN ou de ses États membres.

La notion de guerre cognitive a émergé dans le débat stratégique à partir de 2017, avant de prendre une nouvelle ampleur avec la démocratisation des IA génératives dès 2022. En facilitant le microciblage, en accélérant les cycles attentionnels et en favorisant certaines formes d'isolement cognitif, ces outils transforment les modalités de l'affrontement informationnel. Comment expliquer le rôle ambivalent de l'intelligence artificielle, à la fois mobilisée pour conduire des opérations de guerre cognitive toujours plus sophistiquées et développée comme un moyen de les détecter et de les contrer ?

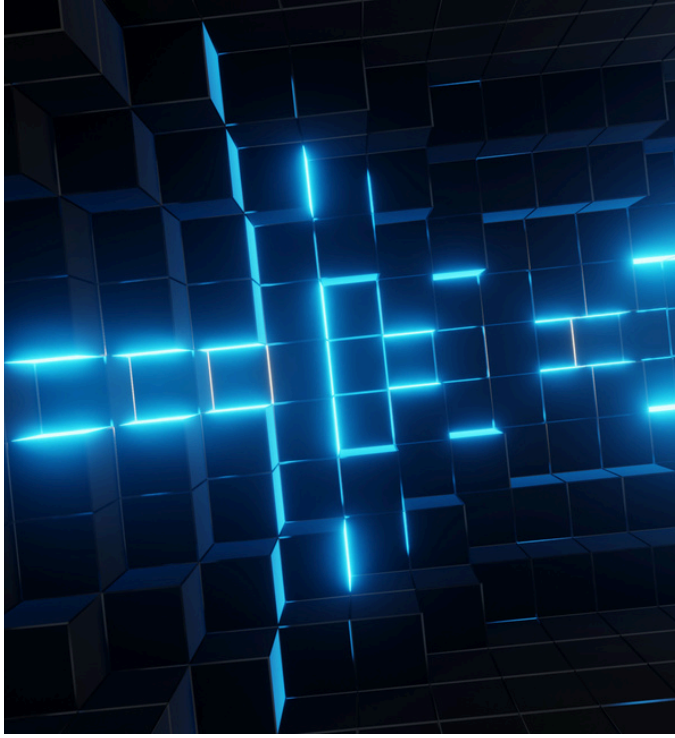


Je distinguerais tout d'abord l'émergence du terme de « guerre cognitive » du phénomène qu'il cherche à décrire. Si l'expression commence à s'imposer davantage dans la pensée militaire occidentale autour de 2017, l'utilisation de l'information pour agir sur les perceptions humaines et la prise de décision est aussi ancienne que la guerre elle-même. Les chefs militaires ont toujours cherché à tromper l'adversaire sur leurs intentions, à entamer sa volonté de combattre, à influencer les populations ou à convaincre leurs opposants de l'inutilité de toute résistance. L'effet recherché a donc toujours été, en dernière analyse, une modification du jugement ou du comportement humain. Ce qui a changé récemment, c'est l'environnement informationnel dans lequel se déroule désormais cette très ancienne lutte pour la cognition humaine.

Le volume d'informations auquel nous sommes aujourd'hui exposés dépasse de très loin ce qu'un être humain est capable de traiter. Or, nos capacités cognitives n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions. Nous sommes des « avares cognitifs » : plutôt que de traiter avec la même attention et la même profondeur chaque information à laquelle nous sommes confrontés, nous recourons à des raccourcis mentaux pour déterminer ce qui mérite notre attention et ce que nous sommes disposés à croire. Le biais de confirmation en est un exemple : nous avons davantage tendance à rechercher, remarquer et accepter les informations qui confortent nos convictions préexistantes. Dans l'environnement informationnel numérique, cependant, cette tendance profondément humaine interagit avec des systèmes technologiques susceptibles de la renforcer. Les moteurs de recherche et les algorithmes des réseaux sociaux apprennent de nos comportements antérieurs et nous présentent de plus en plus les contenus avec lesquels ils anticipent que nous interagissons.

Dans mon article de 2021, « Shrinking Spaces », je m'appuyais sur l'idée du « Daily Me » formulée par Nicholas Negroponte : celle d'un journal hypothétique entièrement personnalisé, ne contenant que les informations jugées pertinentes pour un lecteur donné. Le risque est que notre environnement informationnel devienne progressivement autoréférentiel et ne fasse que conforter nos propres convictions. Nous pouvons alors être de moins en moins confrontés à des informations qui remettent en cause ce que nous croyons déjà, jusqu'à ne plus avoir conscience que d'autres informations ou interprétations existent. L'isolement cognitif évoqué dans votre question n'est donc pas, fondamentalement, un phénomène créé par l'intelligence artificielle. Il résultait déjà de l'interaction entre la cognition humaine et l'environnement informationnel numérique. Ce que l'IA générative introduit, en revanche, c'est la possibilité d'une personnalisation beaucoup plus fine et beaucoup plus profonde, déployée à une vitesse et à une échelle qui auraient auparavant été impossibles.

C'est précisément ici que le rôle de l'IA devient véritablement ambivalent. L'ampleur et la complexité mêmes de l'environnement informationnel contemporain rendent également celui-ci de plus en plus difficile à appréhender par la seule analyse humaine. L'IA peut traiter des volumes d'informations qu'aucune équipe d'analystes ne pourrait raisonnablement lire et identifier, au sein de jeux de données aussi vastes, des tendances qu'il serait extrêmement difficile pour l'être humain de détecter. Elle peut nous aider à comprendre comment les narratifs émergent et évoluent, comment différentes problématiques se connectent entre elles et où se produisent des changements significatifs au sein de l'environnement informationnel. Utilisée de cette manière, l'IA n'est plus simplement un moyen supplémentaire de produire de l'influence : elle devient un outil permettant de rendre intelligible un environnement informationnel toujours plus complexe.



Je ne pense donc pas que cette compétition technologique doive être comprise simplement comme une opposition entre une propagande générée par l'IA et une contre-propagande elle aussi générée par l'IA. La question fondamentale est plutôt de savoir comment ces technologies transforment à la fois notre capacité à influencer l'environnement informationnel et notre capacité à le comprendre. En matière d'influence, l'IA permet de produire et d'adapter des contenus avec une rapidité et une précision considérablement accrues, et potentiellement de les ajuster beaucoup plus étroitement à des publics spécifiques et aux environnements informationnels dans lesquels ceux-ci évoluent. Parallèlement, l'IA peut améliorer de manière spectaculaire notre capacité à identifier des tendances et à comprendre les conditions dans lesquelles émergent les effets cognitifs.

Mais l'accroissement de nos capacités, dans un domaine comme dans l'autre, ne rend pas pour autant le comportement humain parfaitement prévisible. Les individus ne reçoivent pas l'information et n'y réagissent pas de manière uniforme ou mécanique. Le sens se construit par l'interprétation, et cette interprétation dépend à la fois de ce que les individus croient déjà et du contexte dans lequel ils rencontrent l'information. L'IA peut donc accroître simultanément notre capacité à influencer l'environnement informationnel et notre capacité à le comprendre. Nous devons cependant rester très prudents avant de supposer que l'une ou l'autre se traduit par une capacité équivalente à prédire, et plus encore à façonner, le comportement humain.

La complexité de la guerre cognitive réside dans son absence de cadre. Elle ne respecte pas de frontières ou de délimitations. Vous expliquez que les opérations multi-domaines doivent être « repensées à un niveau plus fondamental » afin d'aller au-delà d'une simple logique spatiale qui établirait des frontières à une guerre qui n'en a pas. Quels types de réponses ou de doctrines l'OTAN envisage-t-elle pour dépasser cette logique spatiale ?

L'OTAN répond déjà à ce défi. Le Commandement allié Transformation décrit le concept de guerre cognitive comme un cadre d'adaptation reposant sur le développement capacitaire et doctrinal, tandis que ses travaux sur l'application des effets cognitifs visent à intégrer les considérations cognitives dans la doctrine, la formation, les exercices, les jeux de guerre et les stratégies futures. Ces travaux sont importants, mais je pense que l'enjeu est en réalité plus large que ce que nous désignons sous le terme de « guerre cognitive ».

Au fond, il s'agit de comprendre comment le sens se construit. Une action ne possède pas une signification unique et intrinsèque qui serait simplement transmise à un public. Les individus interprètent ce qui se produit à travers leurs convictions préexistantes et leurs expériences antérieures, dans un contexte culturel et informationnel particulier. Un même exercice de l'OTAN, par exemple, peut rassurer un public tout en étant interprété par un autre comme un signe d'escalade. Ces effets différents ne résident pas dans l'activité militaire elle-même : ils émergent de son interprétation.

C'est un principe que l'OTAN comprend déjà très bien à travers les Communications stratégiques, notamment dans notre approche de la dissuasion. La dissuasion est fondamentalement cognitive : disposer de capacités militaires ne suffit pas. L'adversaire doit percevoir ces capacités d'une manière susceptible d'influencer sa prise de décision. Les Communications stratégiques font donc partie intégrante de la dissuasion : elles contribuent à façonner la manière dont les actions de l'OTAN sont comprises afin qu'elles concourent à l'effet que nous cherchons à produire. La réponse de l'OTAN à la Russie repose déjà sur cette relation entre ce que nous faisons et la manière dont l'adversaire l'interprète.

Mon argument est que nous devons transposer cette compréhension au développement des opérations multidomaines (Multi-Domain Operations, MDO).

La difficulté que pose le langage des domaines est qu'il nous encourage à structurer spatialement notre réflexion. Les domaines terrestre, aérien, maritime, spatial et cyber sont extrêmement utiles pour décrire où se déroule l'activité militaire et pour organiser les capacités. Mais les effets ne respectent pas nécessairement ces mêmes frontières. Une action physique menée dans un domaine peut produire des effets ailleurs, y compris des effets cognitifs, et ces effets dépendront en partie des conditions dans lesquelles cette action sera interprétée.

Cette distinction est importante, car il existe un risque que nous concevions principalement les MDO comme une meilleure intégration ou synchronisation des activités entre les différents domaines, avant d'ajouter ensuite les considérations cognitives à cette architecture. Je ne pense pas que cela aille suffisamment loin. Si l'effet d'une action dépend de la manière dont elle est interprétée, l'environnement informationnel ne peut pas simplement constituer une considération supplémentaire que l'on intègre une fois que l'on a commencé à concevoir l'activité. Nous devons également comprendre les conditions à travers lesquelles le sens se construira en premier lieu.

Cela suggère une logique de planification quelque peu différente. Plutôt que de partir des domaines pour nous demander comment combiner les activités qui s'y déroulent, nous devrions commencer plus explicitement par l'effet que nous cherchons à produire. Si cet effet dépend d'une décision ou d'un comportement particulier, nous devons comprendre ce qui devrait changer pour que cet effet devienne possible. Nous pouvons ensuite nous demander quelle activité, dans quelque domaine ou dans quelle combinaison de domaines que ce soit, pourrait contribuer à créer ces conditions.

Je ne soutiens pas que l'OTAN devrait abandonner les domaines. Ils restent indispensables pour organiser l'activité militaire. Ma préoccupation est qu'ils ne deviennent pas des limites conceptuelles à notre réflexion sur les effets. En réalité, l'OTAN n'a pas besoin de construire cette approche à partir de rien. Une grande partie de ses fondements intellectuels existe déjà dans les Communications stratégiques, notamment dans la manière dont nous les employons au service de la dissuasion. À mesure que les MDO se développent, l'enjeu est d'intégrer cette compréhension à leur logique fondamentale, plutôt que de chercher à y greffer a posteriori la dimension cognitive.

Le neuroscientifique américain James Giordano explique que le cerveau humain est le champ de bataille du XXI^e siècle. Nous assistons à une militarisation des cerveaux qui traitent et analysent l'information sur le temps long. Ce traitement de l'information repose sur une très grande quantité de facteurs : environnement socio-économique, éducation, accès à l'IA générative et aux réseaux sociaux. Une coopération entre secteur de la défense et neurosciences existe-t-elle afin de déterminer la probabilité qu'une information soit traitée d'une certaine manière par une population donnée ?

Les travaux de l'OTAN sur la guerre cognitive s'appuient sur un dialogue avec différentes disciplines scientifiques et académiques afin de mieux comprendre la dimension cognitive des conflits contemporains. Il est toutefois important d'être précis sur ce que cela signifie. Il ne s'agit pas de rechercher un moyen de déterminer ou de provoquer une réaction donnée au sein d'une population. Les connaissances issues des sciences cognitives peuvent contribuer à une meilleure compréhension de la manière dont les êtres humains traitent l'information, mais il existe une différence fondamentale entre comprendre ces processus et pouvoir prédire comment une information particulière sera interprétée par une population donnée.

Cela nous ramène à la question de la construction du sens. Les individus ne rencontrent pas l'information de manière isolée. Ils l'interprètent à travers leurs convictions préexistantes, leurs expériences et le contexte dans lequel ils y sont confrontés. Une même information peut donc revêtir des significations très différentes, y compris pour des personnes qui pourraient sembler appartenir au même public. Ces interprétations ne sont par ailleurs pas figées : elles peuvent évoluer à mesure que l'environnement informationnel lui-même se transforme.

C'est pourquoi, d'un point de vue militaire, la compréhension des publics et de leurs environnements informationnels est essentielle. L'évaluation de l'environnement informationnel (Information Environment Assessment, IEA), notamment à travers la recherche sur les publics (Audience Research), vise à mieux comprendre les mécanismes par lesquels différents publics « décodent » l'information : quelles convictions, expériences et références façonnent leur interprétation de ce qu'ils voient et entendent.

Notre propre programme de recherche sur les publics nous montre régulièrement que la réception de nos messages n'est pas toujours celle que nous avons anticipée, et qu'un même message peut être compris de manière très différente selon les publics. Il ne s'agit donc pas de prédire une réaction, mais de mieux comprendre ces mécanismes de décodage et les conditions qui façonnent l'interprétation. Nous pouvons ainsi porter des jugements mieux informés sur les effets cognitifs qu'une action pourrait produire, sans supposer pour autant que nous pouvons calculer à l'avance une réponse particulière.

L'image du cerveau comme « champ de bataille » permet de souligner l'importance croissante de la cognition dans les conflits contemporains, mais elle doit elle aussi être maniée avec prudence. Reconnaître que la cognition peut faire l'objet d'une compétition ou d'une influence ne signifie ni qu'elle puisse être contrôlée, ni que le comportement humain puisse être « programmé ». Les connaissances scientifiques peuvent améliorer notre compréhension des conditions dans lesquelles certains effets cognitifs sont plus ou moins susceptibles d'émerger. Elles ne transforment pas pour autant les individus en un système prévisible dans lequel un stimulus donné produirait automatiquement une réponse déterminée.

Pour moi, l'apport essentiel des connaissances scientifiques dans ce domaine est donc de nous permettre de porter des jugements mieux informés tout en restant conscients de leurs limites. Nous pouvons réduire l'incertitude ; nous ne pouvons pas l'éliminer. Cette distinction est particulièrement importante à mesure que progressent nos capacités scientifiques et analytiques : une sophistication accrue de nos outils ne doit pas créer une fausse impression de précision face à des comportements humains qui demeurent profondément dépendants du contexte et de l'interprétation.

On voit aujourd'hui se développer des communautés numériques transnationales, structurées autour de valeurs, d'identités ou de causes communes, qui transcendent les frontières physiques et peuvent concurrencer les États-nations dans leur capacité à mobiliser les individus. Certains y voient l'émergence d'États-réseaux susceptibles de remettre en question les fondements de l'ordre westphalien. Dans quelle mesure les guerres cognitives s'inscrivent-elles dans la continuité des réflexions sur les limites de cet ordre, et dans quelle mesure en renouvellent-elles les termes ?



Je pense qu'il existe une forte continuité avec ces débats, même si je serais prudente avant de conclure que les communautés numériques se substituent nécessairement à l'État-nation. Ce qu'elles remettent beaucoup plus directement en question, c'est l'idée selon laquelle les communautés politiques ou sociales significatives doivent être organisées principalement sur la base de la proximité territoriale.

Manuel Castells analysait cette transformation bien avant l'émergence du débat actuel sur la guerre cognitive. Sa distinction entre « l'espace des lieux » et « l'espace des flux » est particulièrement utile. La communication en réseau permet aux relations de s'organiser au-delà de la distance géographique : des individus qui ne partageront peut-être jamais le même espace physique peuvent néanmoins constituer des communautés autour d'informations, de valeurs et d'identités communes. En ce sens, proximité sociale et proximité géographique ne coïncident plus nécessairement.

Cela ne signifie pas nécessairement que l'ordre westphalien disparaît. Cela signifie plutôt que la souveraineté territoriale ne suffit plus, à elle seule, à décrire toute la géographie à travers laquelle opèrent le sens politique et l'identité collective. C'est également une question que j'explore dans mes propres recherches. Le monde numérique n'est pas détaché de l'espace physique : les réseaux reposent sur des infrastructures matérielles, et les individus qui y participent restent situés au sein de sociétés particulières. Ils n'entrent pas non plus dans les communautés numériques dépouillés de leurs identités et de leurs expériences préexistantes. L'espace des flux coexiste avec l'espace des lieux. Ce que font les réseaux numériques, c'est superposer aux formes territoriales d'organisation d'autres formes d'association capables de traverser très facilement les frontières.

Cette évolution me paraît particulièrement importante pour comprendre la guerre cognitive.

Si les communautés d'identité et d'influence ne correspondent pas parfaitement aux frontières étatiques, les effets cognitifs ne les respecteront pas davantage. Une question qui émerge dans un pays peut acquérir une signification auprès de publics géographiquement dispersés parce que ceux-ci se perçoivent comme appartenant à une même communauté. Inversement, des individus vivant à proximité les uns des autres peuvent évoluer dans des environnements informationnels très différents et interpréter un même événement de manière radicalement différente.

Cela a également des conséquences pour la défense. Nous ne pouvons pas supposer qu'un « public » correspond nécessairement à la population d'un territoire donné, ni que le contrôle de l'espace physique implique celui de l'environnement informationnel qui s'y trouve. Les communautés au sein desquelles le sens se construit peuvent elles-mêmes être dispersées au-delà des frontières nationales et reliées par des réseaux plutôt que par la géographie.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je défends, dans la planification militaire, une conception de l'espace plus large que celle structurée principalement autour de domaines définis spatialement et centrés sur la géographie. Si les communautés que nous cherchons à comprendre ou à influencer ne correspondent pas clairement à ces domaines, un cadre opérationnel organisé autour de ceux-ci ne peut, à lui seul, expliquer de manière adéquate où et comment les effets émergeront. Nous devons comprendre les relations qui relient les individus à travers l'espace physique, tout autant que les espaces physiques dans lesquels se déroule l'activité militaire.

Les géants de la tech américaine contrôlent une grande partie de l'information et des données (Meta, Alphabet, Open AI, Anthropic...). La Chine tente de leur faire face en développant ses propres modèles tels que Deepseek. Deux pôles opposés tentent d'être les leaders du traitement de l'information. Dans quelle mesure cette polarisation technologique nourrit-elle la guerre cognitive ? La guerre cognitive contribue-t-elle elle-même à durcir cette polarisation ?

La rivalité technologique entre les États-Unis et la Chine a clairement des implications pour la guerre cognitive, mais je pense que sa portée dépasse la simple compétition pour savoir qui développera les modèles d'intelligence artificielle les plus performants. L'écosystème technologique mondial reste fortement interconnecté, même si la concurrence autour des capacités d'IA et des infrastructures qui les soutiennent s'intensifie. Du point de vue cognitif, ce qui importe est que ces technologies font de plus en plus partie intégrante de l'environnement informationnel à travers lequel les individus appréhendent et interprètent le monde.

Des écosystèmes technologiques différents peuvent façonner les informations auxquelles certaines populations sont exposées ainsi que la manière dont celles-ci circulent. À mesure que ces écosystèmes divergent, il existe un risque que l'environnement informationnel lui-même se fragmente davantage. Nous pourrions voir émerger des environnements épistémiques de plus en plus fragmentés, dans lesquels les individus ne se contentent pas d'interpréter différemment les mêmes événements, mais y accèdent à travers des structures technologiques et informationnelles elles-mêmes de plus en plus différentes.

Cette fragmentation peut alimenter la guerre cognitive en réduisant le socle informationnel commun partagé par différentes populations. À mesure que les écosystèmes technologiques divergent, les individus peuvent être exposés à des informations différentes et développer, par conséquent, des compréhensions très différentes des mêmes événements. Cela crée des conditions dans lesquelles des versions concurrentes de la réalité peuvent se maintenir et offre aux acteurs une plus grande latitude pour renforcer, par des activités d'influence, les divisions géopolitiques existantes.

Dans le même temps, la compétition cognitive peut elle-même renforcer cette fragmentation technologique. Elle accroît l'importance stratégique accordée au contrôle des infrastructures informationnelles et des technologies qui jouent un rôle d'intermédiation. Si les États considèrent de plus en plus leur dépendance à l'égard de technologies étrangères comme une vulnérabilité potentielle susceptible d'être exploitée pour influencer leurs populations, ils sont fortement incités à développer des alternatives nationales ou à limiter cette dépendance. La guerre cognitive peut donc contribuer à la fragmentation technologique même qui rend ces environnements informationnels de plus en plus distincts.

Cette relation peut ainsi devenir auto-entretenue. La polarisation technologique peut produire des environnements informationnels plus fragmentés au sein desquels s'exerce la compétition cognitive, tandis que cette dernière incite davantage les États à chercher à contrôler les systèmes technologiques qui sous-tendent ces environnements. Le risque réside donc dans une fragmentation progressive de l'environnement informationnel lui-même, au sein duquel les populations accèdent au monde et lui donnent du sens à travers des infrastructures technologiques de plus en plus différentes.



ALLER PLUS LOIN

Revue diplomatique n°28

Conquérir les perceptions : la guerre cognitive en question



Formation en ligne

Guerre de l'information, guerre cognitive et ingérences - Tarif étudiant et personne en recherche d'emploi

